

LA LETTRE LIBÉRALE

Lundi 19 mars 2018

Tous les lundis, je vous livre ma lecture de l'actualité économique et politique de la semaine

– Emmanuel Garessus, journaliste au Temps

Des études très subventionnées

LETTRE LIBÉRALE – Cette semaine sera marquée en Suisse par une fronde des étudiants opposés à la hausse des taxes. Au fait, que penser de la course aux diplômes? Les Jeux olympiques s'éloignent malheureusement de Sion. L'opposition traduit un triste état d'esprit. La Suisse reste pourtant considérée comme un modèle chez nos voisins libéraux

Les Jeux olympiques de Sion 2026 soulignent une fois de plus l'opposition de la gauche et de l'UDC aux grandes manifestations sportives internationales. On les juge trop coûteuses, trop commerciales ou trop dommageables à l'environnement.

A l'évidence, les subventions trouvent grâce lorsque nous restons entre nous et célébrons une certaine culture, à Soleure ou à Locarno, ou en faveur de sports purement suisses. Mais les manifestations sportives internationales, non! Les JO sont-ils issus d'un esprit trop méritocratique aux yeux des socialistes? Trop ouverts au monde à ceux de l'UDC? Le mode de refus, qui consiste à jouer la montre jusqu'à ne plus pouvoir respecter les délais, nous paraît douteux.

Malheureusement, une solution 100% privée, aussi souhaitable soit-elle, est impossible à court terme dans notre pays. Les craintes de voir les JO «confisqués» par les grandes banques ou les multinationales sont trop importantes. Même si les jeux d'Atlanta sont parvenus à relever le défi financier, la politique veut garder le

contrôle. L'Etat central devrait en définitive se limiter à la couverture des dépenses de sécurité.

La fronde des étudiants

Cette semaine, nous assisterons à une fronde étudiante contre le relèvement des taxes semestrielles qui devrait trouver son apogée le 24 mars. S'il est pourtant un domaine où la Suisse n'est pas un îlot de cherté, c'est bien celui-ci. Les taxes semestrielles se situent dans la moyenne européenne, même si celles des pays voisins qui ont un taux de chômage largement plus élevé, comme l'Italie et la France, sont moins coûteuses. Le relèvement proposé, qui fait l'objet de la contestation, est douloureux pour un étudiant, mais tout à fait logique face au total des coûts de formation. Les unis romandes (entre 500 et 700 francs par semestre) sont d'ailleurs les moins chères. Comme l'écrit la [NZZ](#), c'est un problème de luxe. 80 à 95% des coûts universitaires sont subventionnés. On ne peut que sourire à la lecture du reproche d'études «trop axées sur les intérêts de l'économie privée».

Trop de diplômes

L'intolérance s'accroît auprès des millénials et de la génération internet, accompagnée d'une plus grande fragilité émotionnelle. 20% considèrent le système démocratique comme mauvais, aux Etats-Unis, [note Cécile Philippe](#), directrice générale de l'Institut Molinari.

Des initiatives tentent de contrer cette tendance. L'Heterodox Academy estime que le rôle de l'université consiste à donner des compétences utiles sur le marché du travail et à former l'esprit critique. C'est la «théorie pure» du capital humain. A l'inverse, pour la théorie du signalement, le diplôme permet de distinguer les bons des moins bons, aux employeurs.

L'économiste Bryan Caplan («[The Case against Education](#)») estime que le diplôme signale à 80% l'intelligence et 20% les connaissances acquises. «La mission des universités est dès lors bien moins humaniste qu'il n'y paraît», conclut Cécile Philippe. Mais si le diplôme ne vaut guère que par son caractère discriminant, «l'inflation des diplômes devient naturelle et problématique». On assiste à un surinvestissement collectif.

Bryan Caplan plaide donc pour une réduction drastique des subventions à l'enseignement supérieur «de sorte que le coût social pour l'ensemble de la société diminue.» Cécile Philippe en déduit que cette démarche «permettrait aussi de favoriser la professionnalisation des cursus, notamment l'apprentissage mis à mal par la course aux signaux. Cela favoriserait l'émergence d'une jeunesse plus productive, plus engagée, plus indépendante que la jeunesse actuelle infantilisée et s'ennuyant à l'école».

Le problème de l'entrée sur le marché du travail est également problématique, y compris en Suisse. Trop de jeunes restent trop longtemps stagiaires et peu payés. Le reproche ne peut pas être fait aux employeurs. Il s'adresse plutôt à la réglementation du travail (y compris le salaire minimum lorsqu'il existe) qui incite les entreprises à retarder le moment de l'engagement définitif.

La France et le «modèle suisse»

Les libéraux français cherchent pourtant à s'inspirer de ce qu'ils nomment «le modèle suisse». Nous en voulons pour preuve une [discussion organisée par le Cercle Frédéric Bastiat](#), dans le sud de la France, avec la participation de François Garçon, auteur de *La Suisse, pays le plus heureux du monde*. Quatre raisons fondamentales sont présentées pour éclairer les différences entre la Suisse et la France:

La liberté économique, consubstantielle des incitations productives individuelles: La Suisse est 4e mondiale en termes de liberté économique, la France est 72e mondiale. Deuxièmement, le fédéralisme qui respecte mieux que tout le principe de subsidiarité. Troisièmement, la démocratie directe, soit une politique légitimée par la plus petite entité afin de mieux défendre les libertés individuelles. Et enfin les politiciens n'y sont ni professionnels ni énarques.

Les lecteurs de la lettre libérale savent que ces 4 principes sont en train d'être grignotés par les forces centralisatrices et technocratiques. Mais il nous importe d'insister sur les atouts de ce modèle dans un contexte qui ne peut que nourrir le populisme en Europe.

Le dernier des Mohicans est suisse

La dette publique augmente partout, sauf en Suisse. Ni plus ni moins que 96 pays ont essayé de mettre sur pied des règles budgétaires afin d'éviter une hausse de la dette publique, selon [un essai de Ryan Bourne, chercheur au Cato Institute](#). La Suisse est une exception. Son mécanisme de frein à l'endettement fonctionne. Les principes adoptés dans les quatre coins du monde varient, à l'image des critères de Maastricht dans la zone euro, mais ils restent sans effet réel.

Aux Etats-Unis, la dette fédérale explose. Elle atteint 77% du PIB et devrait passer la barre des 100% en 2027 sous l'effet de la hausse des dépenses sociales. Un plafond à l'endettement a été créé en 1917. Il est défini comme le niveau d'emprunt autorisé pour que l'Etat remplisse ses fonctions légales. Mais depuis 1960, le plafond a été relevé 78 fois.

Le Chili est presque parvenu à contrôler sa dette. En l'an 2000, il a introduit une règle de «budget structurel équilibré» selon lequel les dépenses sont plafonnées en fonction de l'estimation des prochaines recettes fiscales. Malheureusement, cette évaluation est régulièrement déficiente, selon l'étude. Certes en 2007, ce système a permis un excédent budgétaire de 7,9% du PIB qui a permis d'absorber le choc de la crise financière (4,2% de déficit). Mais l'endettement a doublé entre 2013 et 2017.

En Suisse, le frein à l'endettement est légitime puisqu'il a été approuvé à 85% par le peuple et il fonctionne à la satisfaction de tous. La loi exige un budget structurel équilibré mais, à l'inverse du Chili, la Suisse prend en compte les tendances passées dans son calcul et exclut certaines dépenses hautement conjoncturelles (assurance chômage) ainsi que les dépenses sociales liées. Même en 2009, la dette n'a pas augmenté. Entre 2007 et 2017, le budget a été en moyenne excédentaire à hauteur de 0,5% du PIB. La dette fédérale pourrait ainsi passer en dessous de 20% du PIB en 2020.

Malheureusement, ce geste en faveur des générations futures et des contribuables actuels est actuellement combattu par la gauche et les étatistes du centre. Ces derniers cherchent à «alléger le frein à l'endettement». Sans doute que dans leur soif d'égalité, il vaut mieux être dans le peloton des pays qui se noient sous le fardeau de la dette que d'être l'élève qui surnage lors d'une catastrophe.

Multiplication des amendes à cause du salaire minimum

Au Royaume-Uni, [la liste des entreprises qui enfreignent la loi](#) sur le salaire minimum a été multipliée par sept depuis 2014 pour atteindre 179. Les noms sont publics. Des sociétés aussi réputées que Marriott Hotels, Stoke City Football Club, soit le club où joue Shaqiri, côtoient 1st Pizza Direct, North London Asian Care ou 4Fashion. Au total, 9200 salariés sont touchés, selon le communiqué.

Il ne s'agit pas de «capitalistes sans cœur», selon [Len Shackleton, de l'Institute of Economic Affairs \(IEA\)](#). Ce dernier s'offusque de la complexité de la loi sur le salaire minimum. La dernière entreprise condamnée, Wagamama Restaurant, doit repayer 50 livres sterling à chacun de ses 2630 employés et payer une amende non précisée pour une raison assez spéciale. Les salariés sont obligés de respecter une tenue vestimentaire particulière et auraient dû être payés pour ces achats.

L'Etat ne demande pas aux entreprises de corriger une erreur. Elles sont directement amendées et leur nom est publié. Or la loi sur le salaire minimum est beaucoup plus complexe qu'on pourrait le penser. Il y a par exemple 5 salaires minimaux, lesquels sont ajustés pour des services comme le délai d'attente à un rendez-vous, le temps de transport ou le paiement des frais scolaires pour les apprentis. Pour un grand groupe, la loi devrait être connue in extenso, mais qu'en est-il des start-up des sociétés de services créées par les migrants?

La loi sur le salaire minimum n'est pas seulement un obstacle à l'emploi, mais une opération opaque et coûteuse de l'Etat qui s'arroge en plus le droit de faire de la publicité négative (*namings & shaming*). L'IEA a entièrement raison.

Bien à vous,
